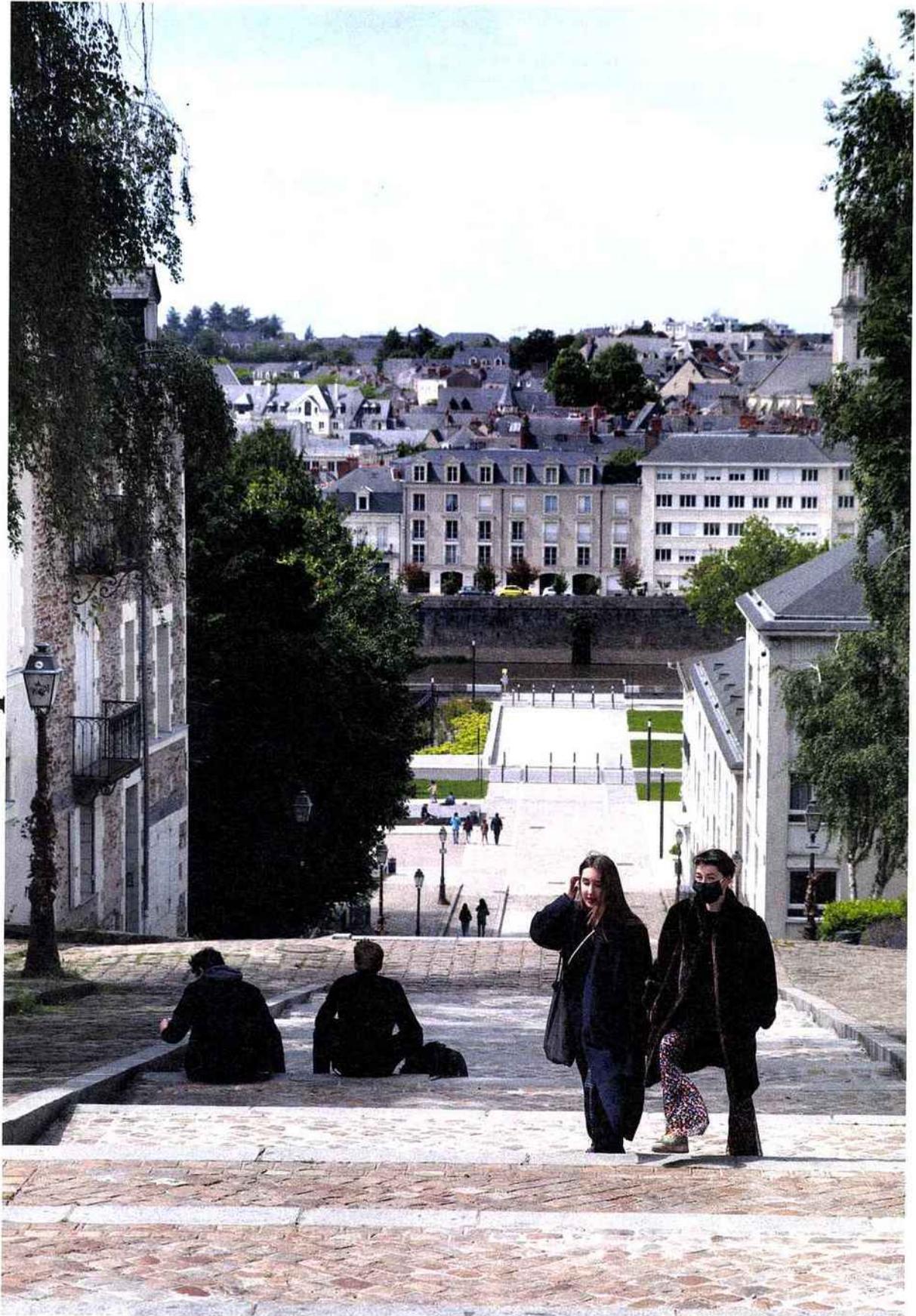




Explorer



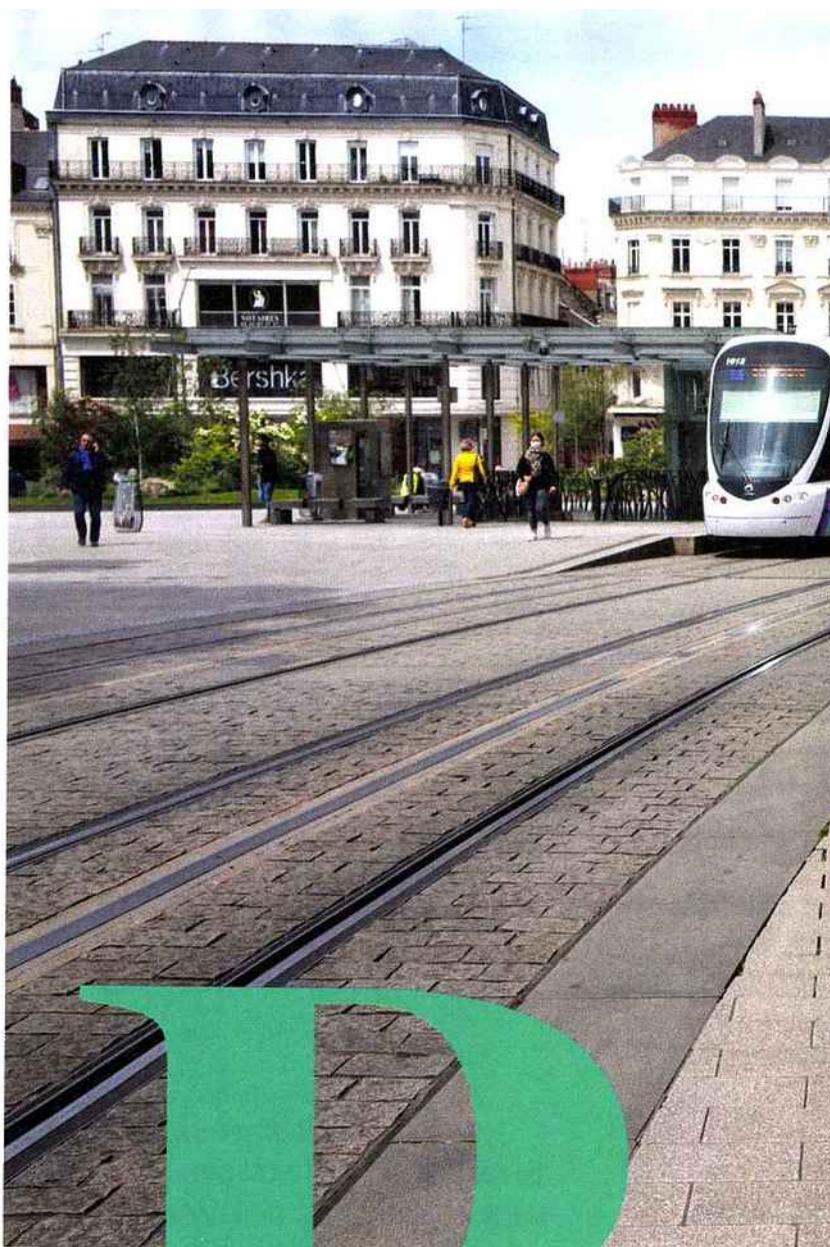


Demain commence à Angers

À chacun son « monde d'après »...
Si l'expression a fleuri pendant la crise sanitaire,
dans les rues de la cité angevine comme partout
en France, on trouve autant de définitions
et de visions de l'avenir que d'habitants.
Reportage dans un monde de demain
aux contours encore flous.

Texte : Mikael Corre

Photo : Karoll Petit/Hans Lucas pour La Croix L'Hebdo



Pour Dominique Flas, ancien chaudronnier de 67 ans, rencontré le 4 mai allongé sur un lit d'hôpital dans l'une des unités Covid du CHU d'Angers, demain devrait commencer « dans deux mois ». Lorsque sa femme le rejoindra à la retraite. « Elle est dans la dernière ligne droite alors logiquement, dès qu'elle y est, on part. » Leur projet : parcourir les routes de France, mais seulement si la santé de Dominique le permet. Cet ancien gros fumeur (« je fumais de 20 à 25 cigarettes par jour »), qui dit être atteint d'une maladie du sang, est « suspecté Covid ». C'est la seconde fois en deux mois qu'il est hospitalisé avec 40 °C de fièvre. « Et je peux vous dire que ça me plaît pas du tout. » C'est aussi la seconde fois que le « PCR » est négatif (ce test virologique permettant de vérifier la présence du coronavirus n'est fiable qu'à 70 %). Un scanner



à venir de ses poumons devrait permettre aux médecins de lui en dire plus. *« J'en ai chié comme un Russe toute ma vie pour gagner trois ronds six sous et me payer un camping-car et si ça se trouve je ne pourrai pas m'en servir... »*

Des avions sans ailes

Le monde d'après, on l'imagine presque toujours à la mesure de ce qu'on vit. Ryan Chopineau a 17 ans et, pour lui, demain a déjà commencé. L'école de soudure où il prend des cours depuis un an à Saumur (elle s'appelle T'CAP-T'PRO) a fermé au premier jour du confinement, alors il est resté chez sa mère, Véronique, à Angers. *« Là, dès le début, j'ai cassé mon portable. Ça fait deux mois maintenant. Et j'ai découvert qu'en fait, ça me fait rien de m'en*

passer. Ma vie, avant, c'était un peu une bulle. » Une bulle faite de scrolls interminables sur Instagram et Snapchat (*« je postais rien, juste je regardais »*). Une bulle dans laquelle il n'avait plus le temps de lire (*« là, j'ai repris L'Épée de vérité »,* une série de romans de fantasy dans laquelle un guide forestier fait face à un monde menacé par la destruction). Une bulle dans laquelle il n'adressait presque plus la parole à sa mère : *« Je me suis remis à plus parler avec elle. Ça lui a fait bizarre au début. J'étais tellement à l'écart qu'elle s'était habituée. On s'est remis à des choses qu'on ne faisait plus depuis que j'étais petit : jouer à des jeux de société, regarder des films ensemble... »* Il énumère : *« Hannibal Lecter, Contagion, les Rocky... »* Après le confinement, Ryan a décidé qu'il passera une partie de ses week-ends avec elle, *« pour faire du sport ensemble,*

À 17 ans, Ryan, qui étudie la soudure, a vécu le confinement sans son smartphone. L'occasion pour lui de se rapprocher de sa mère, Véronique, aide à domicile. Et d'envisager un avenir moins accaparé par le numérique et les réseaux sociaux, plus proche des siens.



De sa fenêtre Léonie, 21 ans, discute avec Manon, une amie. Léonie fait partie de ceux qui n'envisagent pas l'avenir sans avion. Et pour cause, elle étudie pour devenir hôtesse de l'air. Comme Johanna et Florian (à droite), qui ont dû interrompre leur tour du monde à cause de l'épidémie, elle attend avec impatience la reprise du trafic aérien.

des tours du lac de Maine à vélo, et peut-être aussi s'inscrire ensemble dans un club de plongée ». Plus tard, il aimerait bien être scaphandrier. Le monde d'après, c'est chacun son monde ? Ce n'est pas ce que laissent penser toutes ces tribunes, tous ces appels à ne pas reprendre « *comme avant* ». À ne pas revenir à « *l'anormal* », comme on le voit écrit sur les grilles de quelques balcons angevins. Nos envies d'un monde différent, plus humain et plus sensible à l'environnement, seraient-elles en train de converger ? Ce directeur général d'une entreprise au chiffre d'affaires annuel proche des 50 millions d'euros, qui aimerait continuer à « *voir le ciel sans traits d'avion* » (« *j'adore le voir comme ça* »). Ce dessinateur, dont le dernier album vient de paraître aux États-Unis et que l'éditeur souhaite faire traverser l'Atlantique (« *cette fois, je n'irai pas* »). Ce gilet jaune, qui vient de reprendre la lutte et se dit « *qu'on a peut-être d'autres choses à vivre maintenant que d'aller au soleil pour pas cher englotir des buffets à volonté* ». Cet ingénieur automobile rencontré dans l'antichambre transformée en bureau de sa maison de centre-ville, qui repense à la centaine de fois où il a dû se rendre au siège de Ferrari (à Maranello, à l'ouest de Bologne, en Italie du Nord) ou de Porsche (à Stuttgart, dans le nord-ouest de l'Allemagne) pour des réunions techniques parfois expédiées en trois quarts d'heure : « *Les déplacements inutiles, les allers-retours de moins d'une semaine chez des constructeurs en Pologne ou en Chine, je pense que tout ça, c'est fini.* » Le monde d'après, pour beaucoup à Angers, c'est d'abord moins d'avions.

Mais ce n'est pas le monde qu'imagine Léonie Morin, 21 ans, étudiante pour être hôtesse de l'air, et qui doit bientôt se rendre à la Défense, à Paris, où se trouve l'AeroSchool, un centre de formation où l'on a reproduit un habitacle d'avion (avec des conditions bien précises : cabine enfumée, piscine et canots pneumatiques...) et où l'on fait passer le « CCA », l'examen pour les personnels navigants commerciaux. Elle s'inquiète pour l'avenir des compagnies aériennes européennes et de leurs 400 000 employés. D'autant que les licenciements ont déjà commencé : 12 000 chez British Airways, 5 000 chez SAS, 4 700 chez Norwegian, 3 000 chez Ryanair, 2 000 chez Icelandair, 1 000 chez Wizz Air... « *J'ai lu quelque part que l'activité pourrait mettre dix ans à revenir à la normale... Je sais les critiques. J'aimerais moi aussi que les gens soient plus respectueux de l'environnement. Regardez, là sur le trottoir, ces poubelles éventrées. On pourrait commencer par là. Mais après...* » Léonie ne termine pas sa phrase. On comprend qu'elle aimerait que les avions redécollent, « *comme avant* ».

Un îlot de conso

C'est aussi le souhait de Johanna et Florian Bachelot, 30 ans, rencontrés au premier jour du déconfinement, le 11 mai, à Beaucouzé, dans la périphérie ouest d'Angers, où a été implanté L'Atoll, « *le premier écopark commercial de France* ». Sur 23 ha, un immense parking arboré et 71 000 m² de surface commerciale. L'endroit idéal pour se balader après des semaines confinées ? Florian, un peu



ZOOM

« Dans la crise, tout le monde a fonctionné en mode service public »



Cécile Jaglin-Grimonprez est directrice générale du CHU d'Angers. Nous l'avons interrogée sur l'avenir de l'hôpital public.

De nombreux soignants en France ont raconté la simplification de leurs relations avec l'administration hospitalière ces dernières semaines.

Ce sentiment de fluidité naît du fait que tous travaillent sur un unique sujet : la crise. C'est toujours le cas lors d'un plan blanc (*dispositif destiné à répondre à l'afflux de patients ou de victimes*). Le nombre d'interlocuteurs se resserre. Les frontières

entre les métiers tombent. On devient un groupe soudé où chacun apporte sa contribution. Mais cela ne peut pas être un mode de fonctionnement permanent. Le dialogue social, pour ne prendre qu'un exemple, en pâtirait car les décisions se prennent rapidement sans garantir les conditions habituelles de la concertation.

Certains modes de gestion mis en place pendant la crise méritent-ils d'être pérennisés ?

Les relations avec les cliniques, par exemple, ont considérablement changé. Nous sommes parvenus à organiser le CHU en 48 heures pour accueillir le maximum de patients Covid et libérer les capacités d'hospitalisation ou de consultations correspondantes. On savait combien de lits étaient disponibles dans chaque hôpital et chaque

clinique. D'ordinaire, l'ouverture d'un lit est le fruit d'une négociation. Son issue dépend des caractéristiques du patient. S'il a des problèmes sociaux associés par exemple, le transfert peut ne jamais se faire...

Dans la crise, tout le monde a fonctionné en mode service public. Espérons qu'il en restera quelque chose demain. Les relations avec la médecine libérale ont également changé. 370 médecins libéraux ont fait tourner une trentaine de centres de consultation, appelés Coville, pour que les cabinets de ville restent ouverts aux patients non-Covid. Une semaine avant la crise, je n'en aurais pas rêvé ! À fin avril, nous en étions à plus de 14 000 consultations. Cela a permis, hier, de désengorger le Samu. Ils pourraient, demain, remédier à la saturation des urgences. Nous cherchons un moyen de les pérenniser.

Le monde d'avant, à l'hôpital, c'était un contexte budgétaire restreint. Mais de fortes dépenses ont été nécessaires. Cela grève-t-il des projets d'investissement futurs ?

À ce jour (*le 6 mai, NDLR*), j'en suis à 1 million d'euros d'investissements non prévus. Ce sont par exemple les respirateurs. J'en avais commandé dix avant la crise pour une facture de 109 000 €. En temps normal, nous avons 55 lits de réanimation. Là, au pic, nous sommes montés à 89 lits. Et chaque lit, c'est un respirateur, un moniteur et tout le matériel dédié. Pour l'instant, je n'ai aucune idée de ce que nous allons recevoir pour faire face à toutes ces dépenses. Pour autant, il faut que la crise permette de rattraper le retard de notre région en équipement de réanimation.

géné : « On nous avait parlé d'une nouvelle boutique Haribo, alors on est venu voir. » Lui était projectionniste aux 400 Coups, le cinéma d'art et d'essai d'Angers, et sa femme assistante pour une maîtrise d'œuvre, avant leur départ pour un tour du monde en combi Volkswagen interrompu il y a deux mois par l'épidémie de coronavirus, alors qu'ils découvriraient l'Argentine. Johanna : « Dès que les frontières rouvrent, on y retourne. On a déjà notre billet. Après on voudrait aller aux États-Unis, au Canada, jusqu'en Alaska... Notre but, dans le voyage, c'est aussi de trouver un projet pour travailler tous les deux. Ensemble. »

Autour d'eux, une petite foule plus ou moins correctement masquée se presse dans les magasins, dont la plupart ont rouvert le matin même. Dans le monde d'après, on consomme comme avant ?

Selon une librairie de Chalonnes-sur-Loire, une petite commune au sud-ouest d'Angers, le retour des lecteurs se caractérise par des ventes accrues de « littérature légère, un peu feel good, de très peu de polars, alors que d'habitude ça part bien, et puis des livres de Pablo Servigne », le théoricien de « l'effondrement global ».

À L'Atoll, selon les estimations d'un employé, c'est « 15 % d'affluence en plus par rapport à un lundi habituel ». Les articles pour la maison semblent devenus la cible prioritaire. Marie, 30 ans (elle a demandé que son nom n'apparaisse pas) est aide-soignante dans un Ehpad, « avec 250 heures sup' au compteur ». Elle sort d'une enseigne d'articles de sport accompagnée de son mari et de leurs sept enfants. « Vous croyez qu'on est là pour le plaisir ? Les petits ont chacun pris une pointure pendant



Jean-Yves Malinge a transmis l'entreprise d'horticulture fondée par son père à son propre fils, Bruno. S'ils essayent d'innover, ils ne sont pas très confiants pour l'avenir de leur entreprise. Cet été, ils ne pourront pas renforcer leurs effectifs comme ils le font d'habitude.

le confinement. Et les chaussures, ça s'achète pas sur Internet, ça s'essaie. » « *Je crois qu'on a quand même réappris à se rendre dans les magasins seulement quand on en a réellement besoin.* » C'est une amie de Léonie, l'apprentie hôtesse de l'air, qui le dit. Elle s'appelle Manon Mandin, a 21 ans et est elle aussi étudiante. Elle dit avoir découvert pendant le confinement « *que les magasins une fois par semaine pour les courses c'est amplement suffisant* », parce que, dit-elle, « *ça laisse le temps de faire l'inventaire, de se rendre compte de ce qu'on a déjà et de finalement moins gaspiller* ». Avec Léonie, elle imagine un monde d'après plus sobre, où l'on achète et l'on produit moins de vêtements neufs (« *on peut très bien s'habiller un peu vintage, avec de la seconde main* ») et où l'on essaie de se passer « *de tous les objets inutiles comme les choses de décoration, les bougies...* » C'est précisément ce que l'on vend à l'Atelier 41, dans le centre d'Angers, sur la place du Lycée. Ce mardi 12 mai, jour de réouverture, la caisse est tenue par Anne Charpentier, créatrice de bijoux. « *Est-ce que les gens vont consommer différemment ? Je ne sais pas. Tout ce que je peux vous dire, c'est qu'on est hyper-content de rouvrir. Faut que ça reprenne comme avant. Ici, on est une association d'une vingtaine de créateurs, on ne s'est pas encore réunis pour discuter de si on était mal ou pas...* » L'un de ses collègues, Clément Tassin, travaille le bois et le métal. Sur l'une de ses dernières créations, on peut lire : « *Demain est annulé* ».

Sur la place du Lycée, certains commerçants ont réalisé un chiffre d'affaires extraordinaire durant le confinement, le boucher et le caviste notamment, pendant que d'autres sont restés fermés, comme l'Atelier 41 ou le Lycée fleuri, dont la jeune propriétaire de 29 ans, Marion Marquet, a pris le PGE, le prêt garanti par l'État. Elle espère ne plus jamais avoir à jeter ses fleurs à la poubelle, et envisage d'ouvrir un site marchand en ligne pour vendre des objets de déco comme ceux dont parlaient Manon et Lucie, « *des vases, des cache-pots, des coussins...* » Une manière de délaisser progressivement la fleur coupée ? « *Non, une manière de se diversifier. La fleur coupée seule, c'est trop complexe. On l'a bien réalisé pendant cette crise : on est les seuls à vendre des produits périssables non consommables...* »

L'hortensia rose d'Angers

Sous les serres de Malinge horticulture, à Saint-Barthélemy-d'Anjou (moins de 6 kilomètres d'Angers), Jean-Yves Malinge partage l'analyse. « *Je ne suis pas très optimiste. Il y a une petite désaffection de la fleur. Les gens sont moins connaisseurs qu'il y a vingt ans. Dans les appartements, on voit beaucoup moins de plantes...* » Il a transmis l'entreprise fondée en 1932 par son père Jean à son fils Bruno, mais travaille encore dans les rangs. Surtout en cette période difficile. L'activité commerciale s'est presque totalement arrêtée le 17 mars (« *on a appris à communiquer sur Facebook et fait un peu de "drive"...* »),



mais il a bien fallu mettre les boutures en tunnel et commencer le repotage des hortensias pour préparer l'année prochaine. L'Anjou est le premier bassin de production européen d'hortensia, avec 7 millions de plants vendus par an. Malinge horticulture en produit 150 000, plus quelques autres fleurs (15 000 chrysanthèmes, 16 000 cinéraires...) et un peu de plants de légumes. L'avenir de l'activité, Bruno Malinge le voyait jusque-là dans la recherche et développement. Avec quatre autres producteurs angevins réunis au sein de l'association Hydrangea Worldwide (HW2), il venait de lancer sur le marché « French Bolero », une nouvelle variété d'hortensia au joli rose pâle, développée à l'origine dans les serres expérimentales d'Agrocampus, à l'université d'Angers (les chercheurs ont croisé un hortensia et un arbuste des sous-bois endémique du Japon). Bruno y croit encore, le « French Bolero » a du potentiel (la propriétaire du Lycée fleuri a d'ailleurs promis de lui en commander), mais il a tout de même décidé de réduire sa production globale de 20 % l'année prochaine, et de ne pas embaucher cet été. *« D'ordinaire, on doublait l'effectif, je prenais quatre personnes. Là, je maintiens tous mes emplois en CDI mais je ne peux pas faire plus. On nous propose des prêts bancaires, mais je ne veux pas emprunter si ce n'est pas pour investir. »*

Le monde d'après, à Angers comme ailleurs, ce sera pour beaucoup d'essayer de trouver du boulot malgré la crise. Khamis Chrauti a 33 ans et termine un CDD d'un mois sur un étal de fruits et



légumes du quartier Monplaisir (taux de chômage le plus élevé du département, autour de 30 %). *« Quand tu as fait un peu de commerce et que t'es pas trop mauvais, tu sais ce qu'il y a dans le cœur des gens. Et là, dans le quartier, c'est de l'inquiétude. Celle de ne pas savoir comment tu vas payer ton loyer de 200 € avec un chômage de 700 €. »* Dans ce quartier que la mairie d'Angers commence à réhabiliter – avec notamment la construction de la ligne B du tramway, dont la mise en service était programmée fin 2022 avant la crise du coronavirus –, de nombreux jeunes enchaînent comme Khamis les contrats courts (*« j'ai fait un peu de tout, boucher, usine de viande, de saumon... »*), en CDD et surtout en intérim. Or ce secteur a déjà perdu, à l'échelle nationale, près de 292 000 emplois au premier trimestre 2020 selon l'Insee, soit une chute de 37 % (en comparaison, l'emploi intérimaire n'avait baissé que de 13,9 % lors de la crise financière, au quatrième trimestre 2008). L'activité reprend tout de même progressivement depuis le début du déconfinement, comme dans cette cuisine angevine du groupe de restauration collective Restoria (850 salariés). Jeudi 14 mai, vers 9 heures, les employés terminent de mettre du riz en barquette (la situation sanitaire oblige à servir tous les repas en portions individuelles). Deux cuisiniers découpent de grandes parts dans une tourte provençale à l'aide d'une « bicyclette », un instrument constitué de cinq lames rondes fixées sur un axe.



Demain commence à Angers



Dans quelques heures, 30 000 repas seront livrés un peu partout dans le Grand Ouest. Stéphane Rahard, directeur général du groupe, est confiant. L'économie locale s'en relèvera. « *Nous sommes une région d'industries solides.* » Avec peut-être la conscience nouvelle qu'il faut aller vers des circuits plus courts. « *Mon rêve, ce serait que les clients se disent : on ne veut désormais plus que des produits français. La crise nous a montré qu'on pouvait très bien, sauf pour quelques fruits exotiques, se passer de ce qui est produit hors de France.* »

Tout le monde il est bio

Elle a aussi montré qu'Amazon pouvait continuer à nous livrer malgré la fermeture de ses entrepôts français (à partir de la Belgique, de l'Allemagne, de l'Angleterre...), comme le relève Philippe Douillard, fondateur en 1994 de l'entreprise angevine Impact et environnement. « *Les grands vainqueurs de la crise, pour l'instant, ce sont eux.* » Amazon prévoit entre 18 et 28 % d'augmentation de ses ventes au deuxième trimestre 2020. Et si cette hausse se maintient, le monde d'après, « *ce sera la multiplication des longs transports en avion avec pressurisation au maximum des chaînes logistiques.* » Stéphane Rahard, chez Restoria, insiste : « *C'est d'alimentation que je vous parle, un besoin primaire. Je pense aujourd'hui qu'il faut dépasser la demande, avec une réflexion qui va de la fourche*

à l'assiette, et jusqu'à la gestion du déchet. Sans cela, on ne peut pas comprendre quels sont nos coûts globaux. » Son groupe s'est fixé comme objectif « *zéro impact carbone en 2036* » et travaille déjà avec des légumes « *quasiment à 100 % français et des viandes qui le sont à 100 %* ». Toute la charcuterie et la pâtisserie est faite maison. Résultat : le prix d'un repas est entre 15 et 25 % plus cher que chez un concurrent comme Sodexo. Dans le monde d'après, acceptera-t-on de payer son alimentation plus cher ? C'est la question qui se pose, à une tout autre échelle, au Clos Frémur, un espace de vente de paniers bio installé depuis trois ans à Sainte-Gemmes-sur-Loire, au sud d'Angers et rassemblant 12 producteurs. Malgré l'engouement pour les circuits courts constaté durant le confinement (en réalité les « *nouveaux clients* » sont souvent des consommateurs chassés de leurs points de vente habituels par la fermeture de certains marchés bio), le salaire de Stéphane Brazille, maraîcher, n'a pas varié : « *800 € net par mois.* » C'est peu, alors que la clientèle est passée en quelques jours de 100 à 250 personnes par semaine, avec « *beaucoup de coups de fil en plus et une grosse charge mentale.* » Pour vivre correctement de son activité, Stéphane Brazille devrait s'aligner sur les prix pratiqués dans les Biocoop (à titre d'exemple, il vend ses pommes de terre seulement 1,70 € le kilo), mais il s'y refuse : « *Je ne veux pas que le bio soit réservé à ceux qui ont de l'argent.* » Alors, il imagine un monde d'après dans lequel

Au Clos Frémur, le confinement a plutôt eu des effets positifs. Stéphane Brazille, maraîcher, y vend des paniers bios produits par des exploitants locaux. Sa clientèle a plus que doublé mais lui n'a pas pu augmenter ses revenus.



le consommateur mette davantage la main à la pâte. « Avec le Covid-19, on ne pouvait plus laisser les gens faire leurs paniers eux-mêmes, alors on a expérimenté : des clients sont venus nous aider bénévolement, pour la vente. Il faut que ça perdure. »

Tarier, fauvette et troglodyte

À quelques kilomètres de là, sur la Butte de Chaume, le domaine viticole de Vanessa Cherruau est lui aussi en bio et en biodynamie. La comparaison avec Le Clos Frémur s'arrête là. Le domaine Plaisance, que la viticultrice de 33 ans a repris il y a un an, produit les uniques grand cru et premier cru de l'Anjou, sur 25 ha. « La taille, c'est déjà une réponse aux aléas. Depuis que j'ai repris, j'ai eu le mouvement des gilets jaunes (perte de 50 % du chiffre d'affaires sur les salons parisiens), 50 % de gel en 2019 et maintenant le Covid-19. Il faut quand même être bien accroché. » En mars, Vanessa a lancé en catastrophe un site marchand, mis en ligne le premier jour du confinement. « On a eu plus de 250 commandes, ça fait chaud au cœur. » Et les prochains coups durs, elle préfère les anticiper. L'impact du réchauffement climatique, par exemple. Elle vient de lancer un plan d'agroforesterie en lien avec la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) : des ornithologues viennent régulièrement, pendant un an, réaliser des enregistrements sur le domaine. Des haies seront ensuite plantées en fonction de leur diagnostic. « L'idée est de recréer un écosystème. La biodiversité sera, demain, la meilleure des réponses à l'évolution climatique. »

C'est aussi la conviction de Marie-Lou Deniaud, 26 ans, ornithologue qui travaille avec Philippe Douillard (Impact et environnement) et que l'on retrouve, un matin tôt, au milieu d'un chemin creux non loin de l'abbaye de Melleray, à 50 kilomètres au nord-ouest d'Angers. Elle note sur une feuille le nom des oiseaux qu'elle entend ou aperçoit, s'ils nichent ou sont seulement de passage... Un rouge-gorge. « Notre rapport à la nature va-t-il changer ? » Des choucas. « Vous faites sans doute référence à tous ces animaux que l'on a observés en ville pendant le confinement... » Un troglodyte mignon. « Je pense que oui, ça augure un rapport nouveau à la nature. » Un tarier pâtre. « Là, il nous dit de partir... Personne n'est insensible lorsqu'il voit un animal traverser sa rue, son jardin. » Une grive musicienne. « Elle est difficile à entendre, car elle imite le son des autres oiseaux... Les gens vont peut-être s'acheter une paire de jumelles, les observer, s'intéresser à leur habitat, leur alimentation. » Une alouette lulu. Une fauvette grisette. Un geai des chênes. « Ça peut avoir l'air de rien, mais la nature, il faut la connaître pour avoir envie de la préserver. » 🐦

Sur son domaine de Plaisance, Vanessa Cherruau (en haut) veut recréer un véritable écosystème capable de résister aux futurs aléas climatiques. Marie-Lou Deniaud (en bas), ornithologue, espère que le confinement va inaugurer un nouveau rapport à la nature chez de nombreuses personnes.

